 GOUVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

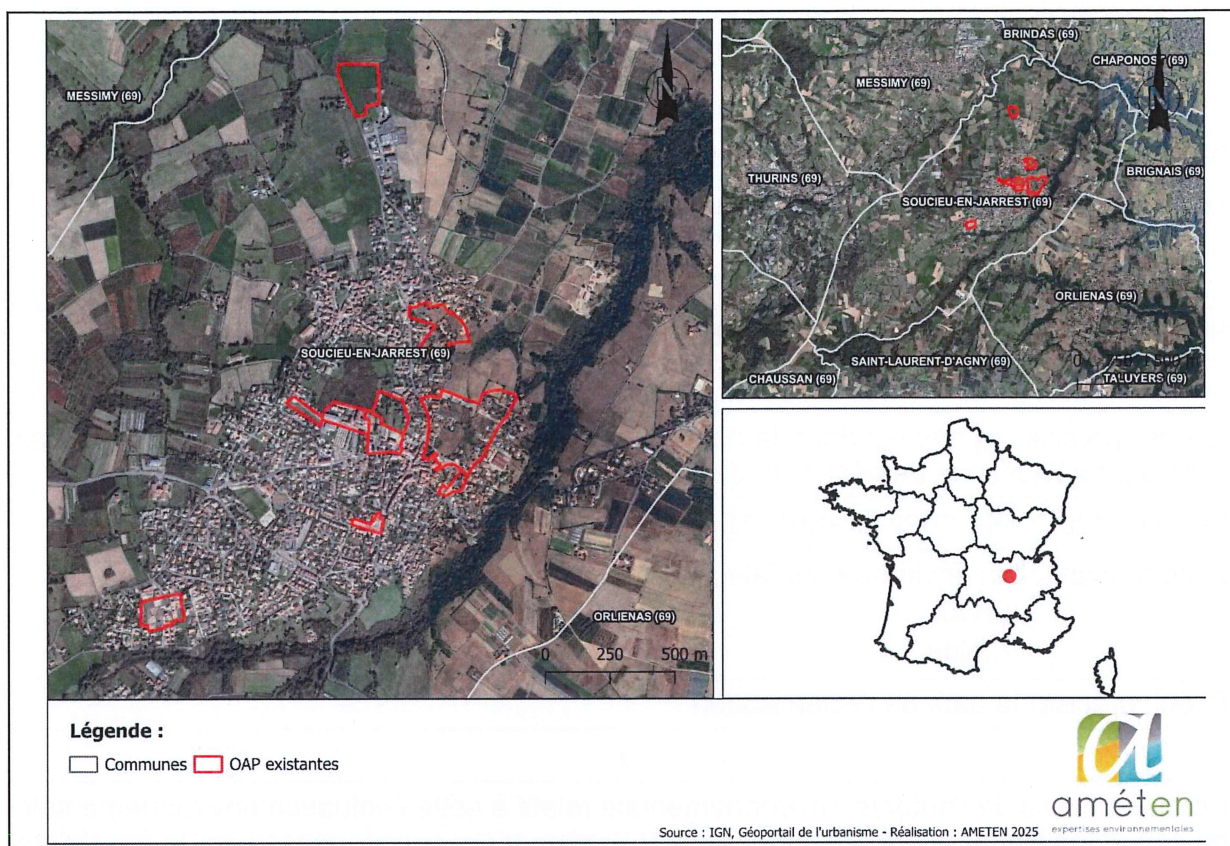
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Soucieu-en-Jarrest
SIRET/SIREN
SIREN : 216901769 ; SIRET (siège) : 21690176900010
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie Place de la Flette 69510 Soucieu-en-Jarrest Téléphone : 04 78 05 26 33 Mail : contact@soucieu-en-jarrest.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Mr Arnaud SAVOIE (Maire)
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Ludovic LE CONTELLEC (Bureau d'études Améten)
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
l.lecontellec@ameten.fr 06.30.60.99.82
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de Soucieu-en-Jarrest
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU approuvé le 19 septembre 2018, PLU consulté sur le Géoportail de l'urbanisme
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Soucieu-en-Jarrest dans la Communauté de Communes du Pays Mornantais (Copamo).
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>Les secteurs du territoire concernés par la procédure de modification du PLU, sont 7 OAP existantes et identifiées ci-après.</p> <p>Modification d'orientations d'aménagement existantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - OAP 1-1 : La Piat – Moulin à vent - OAP 1-2 : La Piat – La Cumine - OAP 1-3 : La Piat – Micky Barange - OAP 2 : Les Littes - OAP 3 : Terreaux-Verdun - OAP 4 : Château Brun - OAP 5 : Arbora - OAP 6 : La Combe - OAP 7 : La Tolonne



3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

[SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020.](#)

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

[SCoT de l'Ouest Lyonnais, approuvé le 2 février 2011.](#)

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

[SDAGE Rhône-Méditerranée](#)
[SAGE en émergence « Ouest Lyonnais \(Yzeron-Garon\) »](#)
[PGRI Rhône-Méditerranée](#)
[PPRNI du Garon](#)
[PCAET de l'Ouest Lyonnais](#)

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
/
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision n°2017-ARA-DUPP-00500 du 31 octobre 2017
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
/
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
/
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
/

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification simplifiée du PLU de Soucieu-en-Jarrest
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
D'après le recensement de l'INSEE, Soucieu-en-Jarrest compte 4652 habitants en 2022 (derniers chiffres disponibles).
4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	1429,2 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	129,5	9,06 %	129,5	9,06 %
zones 1 AU	-	-	-	-
zones 2 AU	-	-	-	-
zones AU	7,8	0,55 %	7,8	0,55 %
zones A	1060,6	74,20 %	1060,6	74,20 %
zones N	231,3	16,18 %	231,3	16,18 %
Total	1429,2	100%	1429,2	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

En dépit de sa volonté de pouvoir répondre aux besoins élevés en nouveaux logements (nés d'une demande d'installation sur son territoire structurellement forte, mais aussi de la diminution continue de la taille moyenne des ménages jarréziens qui nécessite, chaque année, de compter un peu plus de logements pour maintenir un même nombre d'habitants) pour contenir la pression immobilière et foncière et maintenir un niveau d'accès au logement satisfaisant, la commune doit aussi conserver la maîtrise de sa croissance démographique qui, ces dernières années :

- s'est maintenue à un niveau plus élevé que les objectifs fixés par le SCoT de l'Ouest lyonnais pour la période allant du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2020 et par le premier Programme Local de l'Habitat (PLH) de la COPAMO pour la période 2009-2014.

Ce niveau supérieur aux seuils maximum fixés s'explique par un rythme de construction de logements particulièrement important, lié en partie au développement du phénomène de divisions de foncier bâti.

Il nécessite à présent de ralentir le rythme pour que le projet de nouveau PLU demeure compatible avec les documents supra-communaux.

- a entraîné la nécessité d'adapter l'offre d'équipements communaux existante : l'école élémentaire publique, le restaurant scolaire, la mairie, ou encore l'école privée St Julien deviennent trop exigües et ont des besoins d'extension.

Si le second PLH de la COPAMO revoit les objectifs de constructions du SCoT de l'Ouest lyonnais à la hausse pour tenir compte de la forte pression s'exerçant sur Soucieu-en-Jarrest, et du dépassement du rythme initialement fixé, il établit à 30 logements par an le nombre maximal de constructions à ne pas dépasser sur la période 2015-2021, soit 180 logements sur 6 ans ou 300 logements sur 10 ans.

Parmi ces 300 logements, on estime à environ 90 le nombre de logements nécessaires pour répondre à la diminution de la taille des ménages, qui devrait se poursuivre au-delà de 2026.

Avec l'objectif fixé par le SCoT d'une densité moyenne minimale de 30 logements/ha pour l'ensemble des nouvelles constructions de logements, la commune de Soucieu-en-Jarrest, pour rester compatible avec les documents supra-communaux, ne devra ainsi pas consommer plus de 10 ha dans le cadre du présent PLU.

La commune de Soucieu-en-Jarrest souhaite prendre en compte le potentiel de logements constructibles au sein des secteurs déjà construits de son enveloppe urbaine pour éviter que le phénomène de divisions de foncier bâti, voire de démolition/reconstruction au sein du village, ne continue d'engendrer le même niveau de croissance démographique qu'elle a connu ces dernières années.

Il s'agit pour elle de se donner le temps de "digérer" son récent développement, en organisant dans le temps le développement urbain permis dans le cadre de son enveloppe urbaine du village.

En d'autres termes, après avoir dessiné son périmètre de développement prioritaire, la commune doit en organiser le calendrier de développement et la structuration progressive.

Cet objectif passe donc par des orientations claires en matière de développement comme de renouvellement urbain, dans un contexte où, compte tenu de la volonté de maîtriser la croissance et des objectifs de limitation de la consommation foncière, tous les terrains non urbanisés de l'enveloppe urbaine ne pourront être ouverts à la construction dans les mêmes délais : à court-moyen terme (horizon 10 ans), la commune table sur la production, d'environ 200 logements sur environ 6,5 ha de terrains nus disponibles.

A ces logements construits sur "terrains nus" s'ajouteront les logements potentiels envisagés dans le cadre du renouvellement urbain de certains secteurs stratégiques (environ une centaine de logements supplémentaires) et les logements issus de divisions de foncier bâti, en densification, que la commune souhaite mieux maîtriser, mais qui sont difficilement quantifiables.

Au total, la commune estime sa croissance démographique de court-moyen terme à environ 550 habitants, soit une croissance annuelle de l'ordre de 1,2 %, pour une consommation foncière totale de 6,5 ha, soit 56 % de moins que la consommation foncière enregistrée sur la commune dans les dix années précédant la mise en révision du PLU, et 35 % de moins que le maximum autorisé par le SCoT à l'horizon 10 ans.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La mise en œuvre du PLH du Pays Mornantais (approuvé le 24 Janvier 2023) repose dans son volet urbain sur la mise en compatibilité du PLU avec le PLH dont la présente modification constitue la première étape pour le PLU de Soucieu-en-Jarrest.

Le PLH du Pays Mornantais développe 4 orientations stratégiques :

1. Renforcer l'identité du Pays Mornantais et son esprit village,
2. Améliorer les parcours résidentiels grâce au logement abordable,
3. Maîtriser la croissance du territoire pour un développement équitable, raisonné et régulier,
4. Favoriser la qualité de vie et d'habiter.

Face à l'augmentation des prix du marché du logement sur tous les segments, et à l'éviction des catégories de ménages aux ressources modestes et faibles qui en découle, l'enjeu majeur du PLH est de réussir à produire des logements à coût abordable en locatif comme en accession, compte tenu de la faiblesse de l'offre actuelle.

La mise en œuvre du PLH du Pays Mornantais (approuvé le 24 Janvier 2023) repose dans son volet urbain sur la mise en compatibilité du PLU avec le PLH dont la présente modification constitue la première étape pour le PLU de Soucieu-en-Jarrest.

Face à l'augmentation des prix du marché du logement sur tous les segments, et à l'éviction des catégories de ménages aux ressources modestes et faibles qui en découle, l'enjeu majeur du PLH est de réussir à produire des logements à coût abordable en locatif comme en accession, compte tenu de la faiblesse de l'offre actuelle.

Le PLH du Pays Mornantais a fait le choix d'un scénario et de l'atteinte progressive d'un objectif de 50% de logements maîtrisés et abordables (locatif et accession).

Il se compose pour se faire de 4 orientations stratégiques traduites en 15 actions (cf – ci-jointe) :

Les modifications proposées viennent en réponse plus particulièrement à certaines d'entre elles (cf. en rouge ci-contre)

TRAJECTOIRES DU TERRITOIRE	3
UNE TENDANCE NATURELLE A LA SELECTIVITE DES MARCHES	3
UN TERRITOIRE QUI DEMEURE ACCESSIBLE A TOUS	4
UN OBJECTIF DE 50% DE LOGEMENTS ABORDABLES A ATTEINDRE PROGRESSIVEMENT	7
UN OBJECTIF QUI NECESSITE UN ENGAGEMENT PLUS FORT DU TERRITOIRE SUR LE FONCIER, LA MISE EN PLACE D'UNE STRATEGIE FONCIERE, TRADUITE A L'ECHELLE DES COMMUNES	9
ORIENTATIONS - PROGRAMME D'ACTIONS	16
RENFORCER L'IDENTITE DU PAYS MORNANTAIS ET SON ESPRIT VILLAGE GRACE A UNE STRATEGIE COMMUNE	16
Action 1 : Porter une charte communautaire affirmant les objectifs partagés de production de logements	18
Action 2 : Animer la politique locale de l'habitat avec les élus/techniciens communautaires, communaux et les partenaires	20
Action 3 : Développer une formation permanente des élus et techniciens et communiquer auprès des habitants	23
Action 4 : Suivre et ajuster collectivement les objectifs de la politique locale de l'habitat	25
MAITRISE LA CROISSANCE DU TERRITOIRE POUR UN DEVELOPPEMENT EQUITABLE, RAISONNE ET REGULIER	27
Action 5 : Intégrer les objectifs de logements abordables dans les documents d'urbanisme	28
Action 6 : Définir un socle commun de travail avec les opérateurs du territoire pour orienter la production	30
Action 7 : Renforcer les stratégies foncières	32
AMELIORER LES PARCOURS RESIDENTIELS GRACE AU LOGEMENT ABORDABLE	35
Action 8 : Mettre en place un fond d'aide au logement abordable	37
Action 9 : Faire évoluer la politique d'attribution des logements locatifs sociaux	40
Action 10 : Développer une offre de logements adaptés et adaptables au vieillissement et au handicap ..	42
Action 11 : Offrir une alternative de logement et d'hébergement pour les ménages ayant des besoins spécifiques	45
FAVORISER LA QUALITE DE VIE ET D'HABITER	48
Action 12 : Travailler sur des formes d'habiter de qualité et adaptées aux villages	49
Action 13 : Accélérer l'amélioration de l'habitat privé notamment sur le plan énergétique	52
Action 14 : Résorber l'habitat indécemment diffus	54
Action 15 : Agir sur les îlots dégradés des centres-bourgs	57

Il a été ainsi posé les objectifs suivants à la commune de SOUCIEU-EN-JARREST :

- 220 logements à produire en neuf à l'échelle des 6 années du PLH, soit 37 logements/an,
- Avec un objectif de 110 logements abordables sur 6 ans (locatif social aidé et accession aidée), soit 18 logements/an
- soit un objectif de 50% de logements abordables à atteindre progressivement.

La modification s'inscrit dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU de SOUCIEU-EN-JARREST à ces nouvelles orientations et objectifs afin de réorienter dans les meilleurs délais la production au regard des objectifs du PLH et ainsi faire évoluer son document d'urbanisme en intégrant :

- Les objectifs de diversité de logements dans ses projets, orientations,
- L'adaptation des règles, OAP et autres éléments de son PLU permettant cette diversité.

L'évolution du PLU par modification doit permettre, contribuer à :

- Mieux encadrer et maîtriser la production de logements neufs à venir dans le PLU,
- Développer l'offre abordable, régulée selon les objectifs du PLH.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

Annexe II

<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
/
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisances, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
/
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
/
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
/
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
/

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Soucieu-en-Jarrest dispose d'un plan de prévention des risques naturels d'inondation : « Le Garon ». Le PPRNI Garon approuvé le 11/06/2015, concerne 27 communes du bassin versant du Garon dont Soucieu-en-Jarrest. Il remplace le PPRNi qui avait été approuvé le 28 juin 2007 sur 6 communes situées à l'aval du bassin versant : Brignais, Givors, Grigny, Millery, Montagny, Vourles.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

Annexe II

l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aqueduc du Gier (Pont-siphon du Garon et aqueduc romain du Gier)
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	10 zones humides sont identifiées sur la commune de Soucieu-en-Jarrest selon l'inventaire départementale du Rhône.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU de Soucieu-en-Jarrest est concerné par un réservoir de biodiversité ainsi qu'un corridor du SDRADDET Rhône-Alpes.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type I : - 820032237 – Vallée du Garon
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	FR4903160 : Vallée En Barret
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les OAP sont situées en dehors des zones d'aléa du PPRNI du Garon.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site Natura 2000 le plus proche se situe à 18,40 km au nord-ouest : FR8201785 – Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

Annexe II

réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement			
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'OAP n°5 Arbora se situe dans l'ENS n°FR4903160 : Vallée En Barret. Toutes les autres OAP sont situées en dehors de l'ENS.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

Annexe II

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>OAP n°1-3 La Piat-Micky Barange : 1 mur patrimonial à protéger ;</p> <p>OAP n°2 Les Lattes : 2 patrimoines bâti, paysager ou éléments de paysages à protéger, 2 patrimoines bâti, 1 patrimoine paysager à protéger et 5 murs patrimoniaux à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique ;</p> <p>OAP n°3 Terreaux-Verdun : 1 mur patrimonial à protéger ;</p> <p>OAP n°5 La Combe : 2 patrimoines paysager à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural + 1 patrimoine bâti à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique et architectural</p>
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
/			

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Selon le calendrier de la procédure de modification simplifiée.

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Pas à notre connaissance

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui

☒ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

/

- autre, préciser les modalités

Procédure de modification simplifiée avec mise à disposition du dossier au public pendant minimum un mois.

8. Annexes

8.1 Annexes

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site Internet	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

9. Engagement et signature

Annexe II

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Soucien-en-Jarrest	le,	23 / 10 / 2025
Nom	SAVOIE	Prénom	Arnaud
Qualité	Maire		

Signature

